

Point presse de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation économique et sociale à l'île de la Réunion, la politique économique du gouvernement et sur la situation en Irak et en Syrie, à Saint- Pierre Pierrefonds le 21 août 2014.

QUESTION :

Nous sommes dans un département où le taux de chômage est record. On connaît la panne de croissance de la France. Allez-vous néanmoins garder le cap que vous avez fixé dans votre pacte de responsabilité ou non ?

LE PRÉSIDENT :

La Réunion est l'un des territoires de la République où le taux de chômage est le plus élevé. Taux de chômage de l'ensemble de la population active : 30%. Taux de chômage des jeunes qui peut aller jusqu'à 60%. D'autres départements ne pourraient pas, avec de tels chiffres, tout simplement supporter cette situation. A la Réunion, il y a une volonté, une abnégation, et aussi un sens de la responsabilité qui permet de comprendre pourquoi cela tient quand même. Mais l'Etat doit être là.

Alors est-ce qu'il y a besoin d'inventer des politiques différentes ici, à la Réunion, par rapport à la Métropole ? Non. Il y a d'abord à appliquer le pacte de responsabilité. C'est-à-dire soutenir les entreprises et faire en sorte qu'elles puissent investir et embaucher. Il y a toujours à faire que les « emplois d'avenir » puissent être une solution pour ceux qui ont moins de 25 ans.

Il faut néanmoins faire plus et davantage compte-tenu des spécificités. J'ai donc décidé d'adapter le pacte de responsabilité, le CICE, de faire qu'il y ait des taux, des modalités qui puissent être plus favorables pour l'Outre-mer que pour l'Hexagone. J'ai également fait en sorte que les modes de financement des « emplois d'avenir » soient plus favorables à la Réunion que partout ailleurs. Pour qu'il y ait le plus possible de collectivités locales et d'associations qui puissent embaucher des jeunes. Enfin, j'ai veillé avec les ministres successifs de l'Outre-mer à ce que nous puissions maintenir les défiscalisations pour que l'investissement privé puisse être stimulé.

Depuis deux ans, l'Outre-mer a été une priorité. D'abord, parce que c'est une chance l'Outre-mer pour la France. C'est une chance de pouvoir être sur les océans. Une chance de pouvoir disposer d'une façade maritime. Une chance de pouvoir être sur l'ensemble des continents. Une chance d'avoir cette biodiversité. Une chance d'avoir cette population dynamique qui veut apprendre. Mais en même temps il faut lui permettre d'assurer son développement. Cela sera le sens de ce voyage : montrer les atouts de la Réunion et de Mayotte où j'irai après et mettre tous les moyens les plus originaux, qui ne sont pas tous financiers, au service de cette cause-là.

Il va y avoir un grand port maritime, ici à la Réunion. Il va y avoir un investissement très important parce que la Réunion se situe dans l'Océan indien et a une capacité de transit très favorable. Nous ne sommes donc pas là pour distribuer des aides, parce que c'est un voyage présidentiel. Ici, on ne fait pas la mendicité, on ne demande rien de plus, on demande des droits. Les Réunionnais sont dans la République, les Réunionnais ont des atouts, les Réunionnais ont des projets à faire valoir. Le Président de la République doit non seulement entendre, mais apporter des solutions.

QUESTION :

Monsieur le Président, il n'y a pas de croissance, pas de résultat à ce stade. Est-ce que vous restez confiant dans votre cap ?

LE PRESIDENT :

Oui, je ne pensais pas que la croissance reviendrait d'un bond. Il y a une difficulté, on la connaît à l'échelle de l'Europe, avec les politiques d'austérité qui ont été mises en place. Il y a une situation géopolitique en Ukraine et au Proche et Moyen-Orient qui pèse sur l'économie française, européenne et même mondiale.

Alors qu'est-ce que je dois faire ? Attendre simplement que les mécanismes se mettent en place ? Oui, parce qu'il doit y avoir de la cohérence avec le pacte de responsabilité. Mais je dois en faire davantage. Davantage cela veut dire, mettre en place un plan sur le logement qui permettra la relance. En faire davantage sur le travail une aspiration très forte ici à la Réunion comme partout ailleurs ce seront des mesures prises pour assouplir, libéraliser et faire sauter un certain nombre de verrous, dans un certain nombre de secteurs et professions réglementées ou autres. En faire davantage sur l'investissement qui doit être mieux financé. En faire davantage enfin sur tout ce qui peut permettre de mettre plus de croissance et plus d'investissement et aussi du pouvoir d'achat, puisqu'il y aura des baisses d'impôts.

Le Conseil constitutionnel n'a pas souhaité de la disposition que nous avons prise. Il faut faire toujours preuve d'intelligence, on n'est jamais démuné, et donc dire : « Qu'est-ce qu'on va faire ? ». On a 2,5 milliards £ on va les utiliser pour que ceux qui payent peu d'impôts n'en payent plus £ et ceux qui pouvaient risquer d'en payer n'en payent pas. Et en plus toucher des catégories moyennes. Cela va être une grande réforme fiscale de l'impôt sur le revenu.

Une autre grande réforme : on a beaucoup de dispositifs en France qui ne sont pas toujours bien utilisés : la prime pour l'emploi qui sait exactement qui la touche ? Comment on la touche ? A quel moment on la touche ? Et le RSA activités pour la reprise du travail, cela existe aussi ici à la Réunion. On va fusionner ces prestations pour qu'elles soient encore plus utiles, ciblées et même élevées. Pour que les précaires, les salariés modestes qui travaillent parfois beaucoup puissent en être les bénéficiaires effectifs.

Voilà ce que je fais. Je prends les chiffres pour ce qu'ils sont. Je préférerais qu'ils soient meilleurs. Mais je fais en sorte que nous puissions avancer dans la cohérence. La cohérence c'est le pacte de responsabilité. Avancer, c'est l'ensemble des domaines. J'ai demandé au gouvernement de les présenter rapidement. Dès la semaine prochaine, cela ne va pas être long, sur les quatre domaines dont j'ai parlé, il y aura des propositions qui seront faites.

QUESTION :

Monsieur le Président vous connaissez la situation spécifique de la Réunion, situations économique et sociale difficiles. Quelles mesures concrètes dans vos bagages ?

LE PRESIDENT :

Il y a plusieurs mesures, je vais les égrainer tout à long de cette journée. Elles vont toucher des points très importants pour les Réunionnais : des investissements sur le logement, sur l'hôpital, sur le port Des investissements qui sont attendus depuis très longtemps.

Mais il y a aussi toutes les questions d'emploi. L'emploi, c'est la première priorité, partout en métropole et Outre-mer. Mais il y a des outils spécifiques : comme je l'ai dit, le pacte de responsabilité s'appliquera partout en France, mais avec des modalités spécifiques à la Réunion. Les « emplois d'avenir », c'est partout en France, mais avec des modes de financements différents selon les territoires et d'abord selon l'Outre-mer.

Il y a également tout ce que nous pouvons faire pour l'investissement. Il y a des défiscalisations qui existent depuis longtemps. J'ai fait en sorte que ces défiscalisations soient préservées, maintenues et même améliorées pour que les entreprises et les investisseurs sachent bien le cadre dans lequel ils peuvent travailler. Il n'y a rien de pire que l'inconstance, l'incohérence, l'instabilité Il faut donner à l'Outre-mer ce qu'on veut donner à l'Hexagone : de la clarté, de la cohérence et du temps.

QUESTION :

Vous êtes attendu de pied ferme, François Hollande. La fraîcheur sous les tropiques, est-ce que vous y êtes préparé ?

LE PRESIDENT :

Je suis préparé à tout moi ! La chaleur, la fraîcheur Aux bons et aux moins bons indices Je suis préparé à tout. C'est vrai qu'ici nous arrivons en hiver. Mais l'hiver n'empêche pas les idées, n'empêche pas l'amitié, n'empêche pas la ferveur. Vous savez, je devais venir à la fin du mois de juillet à la Réunion. D'une certaine façon je suis en retard. Chacun peut comprendre la raison. L'avion d'Air Algérie s'était écrasé, de nombreuses familles françaises étaient touchées. J'ai demandé aux élus de la Réunion de comprendre que je ne viendrai pas à la fin du mois de juillet. Mais je n'ai pas voulu perdre de temps. Nous sommes à la fin du mois d'août, je suis là.

QUESTION :

Monsieur le Président, le monde agricole est particulièrement inquiet, notamment toute la filière canne. Quelle annonce peut-on leur faire aujourd'hui ?

LE PRESIDENT :

Je vais venir à l'usine sucrière parce que la fin des quotas sucriers peut menacer cette filière. Je vais donc donner des garanties que l'Etat et l'Europe pérenniseront la filière sucrière, ici à la Réunion, par des moyens publics, par une aide de l'Etat et de l'Europe. Ceci n'empêchera pas les investissements qui devront être fait par les propriétaires et par les exploitants.

Mais je crois que nous allons faire une convention sur la canne qui va être particulièrement originale pour permettre à cette filière d'avoir un bel avenir. Parce qu'il ne faut jamais oublier que le sucre d'Outre-mer, pour l'essentiel, est fabriqué et raffiné ici.

Enfin, il y a la question des sucres spéciaux qu'il convient de défendre dans le cadre des négociations commerciales qui sont ouvertes et donc d'exclure de cette négociation. C'est pourquoi j'ai tenu à aller dans cette usine pour rassurer ses dirigeants et ses travailleurs par rapport à l'avenir du sucre à la Réunion et de la canne.

QUESTION :

Monsieur le Président, un journaliste américain a été assassiné en Irak. Est-ce que vous partagez l'émotion de notre profession qui a perdu un collaborateur et du Président américain qui a exprimé sa souffrance ?

LE PRESIDENT :

Oui, le partage cette émotion, je partage cette compassion, je partage aussi cette révolte. Tuer, assassiner un journaliste dans les conditions où cela s'est produit £ un journaliste qui était retenu depuis déjà deux ans £ mettre sur internet la vidéo de ce meurtre £ cela signe la barbarie du crime. Ce journaliste, nous le connaissions, non pas directement mais par les témoignages qui en avait été rapportés par nos propres otages. Nous étions donc attachés à lui, nous étions conscients qu'il était en grand danger.

Il y a une règle qui vaut dans toutes les sociétés civilisées : la presse doit être préservée, elle est là pour témoigner, elle est là pour dire, pour commenter, elle ne doit pas être un objet de conflit. Voir un journaliste être attaqué, être tué après avoir été retenu, c'est le signe même de ce que le terrorisme peut faire.

Alors je déplore, je partage la peine, mais en même temps je dis au monde : « prenez conscience du groupe qui est maintenant en Irak et en Syrie ». Ce n'est pas simplement un groupe terroriste comme, hélas, on en a connu, dispersé, éparpillé avec plusieurs chefs. C'est une entreprise terroriste qui a décidé d'asservir, d'annihiler, d'anéantir Si le monde ne s'organise pas pour lutter contre ce groupe, il y aura d'autres images aussi effroyables qui ne concerneront pas uniquement des journalistes puisque, hélas, il y a eu des crucifixions, des lapidations, des amputations.

J'ai fait la proposition qu'une conférence internationale puisse se tenir contre « l'Etat islamique » - ce qu'il veut avoir comme nom - mais surtout pour la sécurité en Irak. Je pense qu'avec les principaux chefs d'Etat et de gouvernement des pays concernés nous pourrions avancer par rapport à la préparation et la tenue de cette conférence.

QUESTION :

Victorin Lurel, votre ex ministre des Outre-mer, annonçait son maintien jusqu'à 2020. Est-ce que c'est un écho que vous avez également ?

C'est un echo que vous avez également :

LE PRESIDENT :

C'est en tout cas notre intention.

QUESTION :

Monsieur le Président, il y a un syndicat qui vous attend à l'extérieur. Il indique que la prime va être supprimée progressivement pour les nouveaux arrivants du secteur hospitalier. Est-ce que ce sont les premiers d'une longue liste ?

LE PRESIDENT :

Non, pour l'instant je ne suis pas informé de ce projet. Il y a sûrement des réflexions. Je suis là pour entendre. Un syndicat demande à me voir, c'est tout à fait légitime et cela fait partie de l'organisation de ce déplacement.

QUESTION :

Est-ce que la France pourrait mener des frappes en Irak comme Barack Obama le fait en ce moment ?

LE PRESIDENT :

Les Irakiens ne nous l'ont pas demandé. Ce qui a été demandé ce sont des livraisons d'armes parce qu'il y a une disproportion. Paradoxalement, les terroristes sont mieux armés que les pays organisés qui les combattent. Il y a un paradoxe apparent parce que les terroristes ont pris les armes des Etats qui les combattent.

J'ai été appelé à prendre une décision importante et grave : fournir des armes françaises à des Irakiens, des Kurdes pour qu'ils puissent combattre l'armée de l'Etat Islamique. Il y a eu déjà un premier convoi qui est arrivé. Nous avons été les premiers à fournir ce matériel. Nous avons entraîné l'Europe. Maintenant un pays comme l'Allemagne accepte aussi de faire ces livraisons mais nous allons continuer.

La France est donc première et elle considère qu'elle a fait son devoir en emmenant beaucoup d'autres pays européens avec elle. Elle va continuer avec une garantie, avec une conviction : qu'on sache bien qui dispose de ces armes, pour quel usage et que ce soit bien contre le seul Etat islamique. Il n'est pas question que des armes puissent servir à d'autres causes. J'ai rappelé que nous livrons les armes avec le plein assentiment des autorités de Bagdad, parce qu'il ne faudrait pas créer je ne sais pas quel autre séparatisme supplémentaire.

QUESTION :

Est-ce qu'il y a des annonces qui sont envisagées pour la crise requins ?

LE PRESIDENT :

Il y a un plan que vous connaissez, de prévention, d'information, de capture. Je crois que c'est l'intérêt de la Réunion. Parce que chaque fois qu'il y a un accident, cela crée d'abord une douleur pour les familles concernées par une victime et cela crée aussi une image qui n'est pas bonne pour le tourisme à la Réunion. Alors je sais aussi qu'il y a toute une pression pour la préservation des espèces. Nous connaissons ce sujet. Ce plan requin doit donc être appliqué, c'est l'intérêt de tous.

QUESTION :

Est-ce qu'il aura d'autres annonces ?

LE PRESIDENT :

Quand on fait une bonne annonce, ce n'est pas la peine de la multiplier. Il en va des requins comme pour du reste. A un moment, on a une politique, on l'adapte, on l'améliore, on la corrige si c'est nécessaire, on l'amplifie. Si on la change tout le temps, même le requin finit par ne pas la comprendre ! Il faut faire attention au requin.

QUESTION :

Monsieur le Président, pour revenir une seconde à l'Irak, vous avez évoqué hier la livraison d'armes également à des combattants syriens. Est-ce que vous pouvez nous donner quelques précisions sur ces armes qui ont été livrées à des combattants syriens ?

LE PRESIDENT :

Oui, il y a plusieurs mois. Quand des rebelles syriens faisaient face, à la fois, aux armées du dictateur Bachar Al Assad et au comportement de ce groupe terroriste, l'Etat islamique, on ne

pouvait pas laisser les seuls Syriens qui préparaient la démocratie, qui voulaient utiliser les moyens du droit pour arriver à leur fin, être sans armes. Conformément aux engagements que j'avais pris, conformément aussi, à ce qu'étaient les règles de l'Union européenne, nous avons donc pu livrer un certain nombre de matériel autorisé à ces rebelles.

Vous savez, aujourd'hui, c'est terrible ce qui se passe en Syrie. Parce que vous avez d'un côté l'Etat de Bachar Al Assad qui continue à pilonner et à massacrer et vous avez l'Etat islamique et au milieu, celles et ceux qui étaient supposés préparer l'avenir qui sont pris en tenaille dans cet étau. Nous ne devons pas relâcher le soutien que nous avons accordé à ces rebelles qui sont les seuls qui participent à l'esprit démocratique. Pour ne pas le faire seuls, là encore, cela se fait en bonne intelligence avec l'Europe et les Américains.

QUESTION :

Monsieur le Président, que répondez-vous aux collectivités locales concernant leur financement ?

LE PRESIDENT :

Il y a aussi une règle, elle vaut pour toute la France, qu'elle soit métropolitaine ou qu'elle soit d'Outre-mer. Il y a des efforts à faire d'économie. Mais les communes les plus pauvres, les départements qui sont les plus affectés par la crise seront nécessairement traités très différemment. Ne laissons pas penser que les collectivités d'Outre-mer pourraient être victimes de je-ne-sais quel ajustement budgétaire supplémentaire.

Je vais même vous faire une confidence : la réforme territoriale a été faite en Outre-mer et depuis plusieurs années. Combien de communes y-a-t-il à la Réunion ? Très peu, 24. Des communes de taille importante. Des regroupements se sont faits. 24 communes pour 700 000 habitants, 800 000 ? Cela augmente beaucoup ! 24 communes, un département, une région.

Maintenant reste une possibilité de travail : peut-être verra-t-on des évolutions entre le département et la région. Les Outre-mer ont fait leur réforme territoriale, elles ne sont pas concernées par le texte. A partir de là, elles ont fait aussi beaucoup d'économies.

QUESTION :

La réforme des rythmes scolaires, Monsieur le Président ? C'est la rentrée demain

LE PRESIDENT :

Oui demain, c'est la rentrée plus tôt. C'est pour cela que je suis là ! J'ai toujours connu les rentrées ici à la Réunion, parce que je suis venu plusieurs fois particulièrement difficiles. Pourquoi ? Pour des raisons démographiques que j'indiquais : beaucoup de jeunes arrivent et il faut donc fournir non seulement les équipements, les classes mais aussi les enseignants.

Il y a eu beaucoup d'efforts qui ont été faits pour la Réunion, notamment pour mettre les enseignants devant les classes, et donc devant les élèves et donc faire aussi que la réforme des rythmes scolaires soit bien accompagnée.

Il y a aussi une grande action qui est menée en Outre-mer pour ce que l'on appelle les « emplois d'avenir » dont on va encore améliorer le financement. J'aurai l'occasion de le dire à la fin de la journée. Ces « emplois d'avenir » serviront aussi pour améliorer la rentrée scolaire.

Alors est-ce que tout va bien se passer ? Si tout se passait bien, cela ne serait pas une vraie rentrée scolaire ! Il y aura toujours quelques points qu'il faudra régler. Ce n'est pas moi qui le ferai, mais si je peux aider, je le ferai.

QUESTION :

Donc plus d' « emplois avenir » pour la Réunion ?

LE PRESIDENT :

Oui, voilà. Et plus d'avenir aussi !